



Représenté par **M. Sébastien SORIANO**, Directeur général de l'IGN
Nommé par décret du 16 décembre 2020 (Journal Officiel du 17 décembre 2020)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Numéro : GBM 24075

**Fourniture d'une solution intégrée pour la
constitution et la gestion de fichiers de
contacts médias et institutionnels de l'IGN.**

Service responsable de la passation du marché :
Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 – ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 5 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	4
5.1 CONTEXTE GENERAL	4
5.2 – DEFINITION DE LA SOLUTION.....	4
5.3 - SPECIFICITES ATTENDUES.....	4
5.4 - FONCTIONS ATTENDUES	5
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ ET PRIX DU MARCHÉ.....	6
6.1 – MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ	6
6.2 – PRINCIPES GENERAUX	6
6.3 – PRIX DE REGLEMENT.....	7
ARTICLE 7 – VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 8 – SECRET - CONFIDENTIALITE.....	7
ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT	8
ARTICLE 10 – FACTURATION.....	8
10.1 – INFORMATION GENERALES.....	8
10.2 – DEPOT DE LA FACTURE SUR CHORUS PRO.....	8
ARTICLE 11 – PENALITES.....	9
ARTICLE 12 – AVANCE.....	9
ARTICLE 13 – ACOMPTES.....	9
ARTICLE 14 – RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 15 – RESILIATION	9
ARTICLE 16 – LITIGES.....	10
ARTICLE 17 – LANGUE DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	10

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la mise à disposition d'une solution intégrée (à partir d'une interface web) pour la consultation, la constitution et la gestion de fichiers de contacts des médias de l'information / presse et de contacts institutionnels.

La solution intégrée devra permettre de gérer et de constituer en ligne des fichiers de contacts, qui pourront être exportés rapidement sous différents formats, notamment *Excel*.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses annexes ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) n° GBM 24075, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) (Arrêté du 19 janvier 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
4. L'offre technique du candidat.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 3 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché passé en procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

L'accès à la solution doit être multipostes (2 à 3 postes) pour chacun des deux pôles concernés au sein de la Direction de la Communication de l'IGN. Le nombre d'utilisateurs est équivalent à deux, voire trois personnes pour chacun des pôles.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour une première période de deux ans.

Il est ensuite renouvelable pour deux nouvelles périodes d'un an par reconduction tacite à chaque date anniversaire de la notification. Trois mois au moins avant la fin de la période de validité en cours, l'IGN pourra fait part au titulaire, par lettre avec accusé de réception, de son intention de ne pas renouveler le marché.

La durée totale du marché ne peut excéder quatre ans.

ARTICLE 5 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

5.1 Contexte général

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public placé sous la tutelle des ministères chargés de l'écologie et de la forêt. Sa vocation est de produire et diffuser des données (open data) et des représentations (cartes en ligne et papier, géovisualisation) de référence relative à la connaissance du territoire national et des forêts françaises ainsi que de leur évolution. À travers son école d'ingénieur, ENSG-Géomatique, et à ses équipes de recherche, l'institut cultive un potentiel d'innovation de haut niveau dans de multiples domaines (géodésie, forêt, photogrammétrie, intelligence artificielle, analyse spatiale, visualisation 3D, etc.).

En savoir plus : <https://www.ign.fr>

5.2 – Définition de la solution

L'IGN souhaite disposer d'une solution intégrée (à partir d'une interface web) pour la consultation, la constitution et la gestion de fichiers de contacts presse et de contacts institutionnels. La solution intégrée devra permettre de gérer et de constituer en ligne des fichiers de contacts, qui pourront être exportés rapidement sous différents formats, notamment *Excel*.

Cette solution intégrée comprendra :

5.2.1 / un fichier de contacts presse

- Ce service devra permettre à l'IGN d'accéder en ligne à une base de données des contacts médias et journalistes de la presse écrite nationale et régionale de la presse audiovisuelle (radio et TV) et web + blog (France). Ce service doit répondre aux besoins de gestion et de création de fichiers presse (par cibles éditoriales, thématiques, cibles presse nationale, régionale, etc.), la gestion de campagnes presse, la fiche de renseignement des médias (lectorat, cible, tirage,...), les calendriers rédactionnels, une assistance téléphonique.

5.2.2 / un fichier de contacts institutionnels et politiques :

- Ce service devra permettre à l'IGN d'accéder en ligne à une base de données des contacts suivants : décideurs publics (élus, gouvernement et autorités publiques, parlement, collectivités territoriales, EPCI, préfets, ministères, administrations déconcentrées...), monde économique (entreprises, *start-ups*, pôles de compétitivité, incubateurs...) et société civile (*think tanks*, associations, experts, chercheurs...).

5.3 - Spécificités attendues

5.3.1 - fichier de contacts Presse

L'abonnement au service devra permettre aux agents en charge des relations presse de l'IGN de disposer d'une solution intégrée (à partir d'une interface web) et d'accéder à un fichier complet et actualisé des médias et des contacts journalistes de la presse écrite, audiovisuelle française et web - comprenant notamment (liste non exhaustive) :

- les noms et coordonnées complètes des médias,
- les noms, prénoms, fonctions, statuts (directeur de la publication, rédacteurs en chef, chefs de services, pigistes, freelance,...) titre des émissions et rubriques (société,

nouvelles technologies, environnement, défense,...) des journalistes, ainsi que les coordonnées complètes des journalistes (téléphone : lignes directes, portables, e-mail),

- les contacts des médias (quotidien, hebdomadaire, mensuel, etc.) de la presse écrite, audiovisuelle et web (nationale, régionale, locale),
- les contacts des médias et journalistes de la presse généraliste nationale et régionale (presse quotidienne, hebdomadaire, mensuelle...),
- les contacts des médias et journalistes de la presse spécialisés (science, environnement, enseignement,...),
- les contacts des médias et journalistes de la presse institutionnelle / collectivités locales,
- .../...

5.3.2 - fichier de contacts institutionnels et politiques

L'abonnement au service devra permettre aux agents en charge des relations publiques de l'IGN de disposer d'une solution intégrée (à partir d'une interface web) et d'accéder à un fichier complet et actualisé des contacts suivants :

- décideurs publics (élus, gouvernement et autorités publiques, parlement, collectivités territoriales, EPCI, préfets, ministères, administrations déconcentrées...),
- monde économique (entreprises, *start-ups*, pôles de compétitivité, incubateurs...),
- société civile (*think tanks*, associations, experts, chercheurs...).

La base de données comportera pour chaque contact les éléments suivants :

- genre, prénom, nom, fonction, organisme de rattachement, adresse postale, mail nominatif (autant que possible) et générique, ligne téléphonique directe (autant que possible) et générique, et date de mise à jour du contact,
- l'adresse à jour de l'organisme, les coordonnées de contact génériques (téléphone et adresse mail) et le site internet (autant que possible).

Le prestataire **doit garantir l'actualisation régulière de la base de contacts** ainsi qu'une actualisation ponctuelle effective un mois après chaque changement de gouvernement ou restructuration administrative majeure.

Le prestataire devra impérativement préciser dans son offre s'il existe une limitation dans le nombre de contacts à exporter sur une durée donnée (par jour, par semaine...) et, le cas échéant, si cela donne lieu à un surcoût ou à toute autre modalité éventuelle.

Le service d'accès aux données est un service en ligne accessible à tout moment, de manière sécurisée (login / mot de passe) et multi-postes (2 à 3 accès par base de contacts).

5.4 - Fonctions attendues

5.4.1 - fichier de contacts Presse

❖ Gestion et création de fichiers contacts

- Consultation des fiches journalistes et médias à partir d'un annuaire médias mis à jour régulièrement,
- Renseignement sur le lectorat, le tirage, l'audience,..., des médias,
- Elaboration de listings suivant ciblage multicritères (par fonction du contact : rédacteur en chef, pigiste,..., par médias régionaux ou nationaux, par rubriques recherchées,...),
- Exportation des fichiers sous différents formats, notamment *Excel*.

❖ **Gestion des campagnes presse et opérations presse**

- Diffusion des documents de communication (invitations, communiqués de presse, dossiers de presse) à partir de sélections multicritères (à une sélection de journalistes par région, par zone de diffusion, par famille de médias, etc...).
- Historisation des événements, des fichiers et des interventions pour une réutilisation ultérieure (capitalisation, correctif)

❖ **Calendriers rédactionnels**

- Mois de parution, date de parution des dossiers thématiques par média,
- Descriptif du dossier,
- Nom et coordonnées du journaliste en charge du dossier,
- Date de bouclage.

5.4.2 - fichier des contacts institutionnels et politiques

Il comportera à minima les fonctionnalités suivantes :

- Possibilité de recherche en croisant un ou plusieurs critères (fonction, type d'organisme, portée géographique, champ de compétence, nombre d'habitants...),
- Constitution de listes de contacts,
- Export de fichiers de contacts sous différents formats (*Excel* notamment),
- Possibilité de stockage en ligne et de mise à jour automatique de ces fichiers de contacts directement sur l'interface.

Les contacts intégrés dans la base par l'IGN ne devront être consultables que par l'IGN, le prestataire s'engage à ne pas les réutiliser, ni les mettre à disposition à d'autres utilisateurs.

Globalement :

- Une formation à l'utilisation de cette solution intégrée sera prévue, en amont, par le prestataire à destination des utilisateurs du service fourni, c'est-à-dire aux agents en charge des relations presse et des relations publiques.
- D'une prise en main intuitive, la solution intégrée ne devra nécessiter aucune compétence particulière en informatique.
- L'accès à cette solution sera multi-postes (2 à 3 postes) pour chaque base : au moins 2 accès pour la base média et au moins 3 accès pour la base institutionnelle.
- Un service d'assistance technique devra être assuré tout au long du contrat qui liera l'IGN au prestataire.
- Le prestataire précisera, dans son offre de service, la fréquence des mises à jour qu'il opère sur les fichiers, ainsi que les moyens humains ou techniques qu'il met à disposition pour obtenir les informations.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE ET PRIX DU MARCHE

6.1 – Modalités d'exécution du marché

Le démarrage prévisionnel de la prestation est prévu pour le mois de février 2021.

Le titulaire du marché s'engage à fournir l'accès au service et les éventuels outils nécessaires sous la forme annoncée dans son offre (logiciel téléchargeable, CD ...) dans les 3 jours suivants la notification de l'OS.

6.2 – Principes généraux

La monnaie de référence est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment

du fait générateur. Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ; il comprend également l'ensemble des frais afférents aux éléments constitutifs de la prestation décrite au présent CCP et aux documents complémentaires du marché, ainsi que tous les éventuels frais annexes (fourniture et acheminement de supports, frais divers de secrétariat, etc.) pour toute la durée du marché.

Le marché est passé à prix forfaitaire révisable.

6.3 – Prix de règlement

Les prix hors taxe seront révisés au moment de la reconduction du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (S / S_o)$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P_O = prix initial à la date de notification

S = dernier indice SYNTEC publié sur le site www.syntec.fr à la date de révision

S_O = dernier indice SYNTEC publié sur le site www.syntec.fr à la date de notification.

ARTICLE 7 – VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

A l'issue de l'installation, l'IGN vérifie que la prestation est conforme aux caractéristiques techniques du marché.

L'ouverture de l'accès au service et la mise en ordre de marche sont effectués par le titulaire ou par l'IGN avec l'assistance du titulaire.

L'IGN dispose d'un délai maximum de 1 mois à compter de la mise en ordre de marche pour procéder aux opérations de vérification des prestations. A cet effet le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'IGN le nom d'un interlocuteur unique, son numéro de téléphone ainsi que son adresse électronique.

Lorsque les opérations de vérification sont déclarées positives, l'IGN prononce l'admission de la prestation. L'admission doit être prononcée au plus tard 1 mois à compter de la mise en ordre de marche. En cas de non-réponse par l'IGN à l'issue de ce délai, l'admission est considérée comme prononcée.

Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur prononce l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations. La décision est notifiée au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Si la prestation est jugée non conforme au cours des opérations de vérifications, le titulaire s'engage à procéder aux corrections utiles. Les éventuels frais entraînés par cette opération (nouvelle livraison, déplacements...) sont supportés par le titulaire.

ARTICLE 8 – SECRET - CONFIDENTIALITE

Tous les documents reçus avant la notification du marché ou communiqués pendant la période d'exécution et transmis au titulaire à titre confidentiel, ne peuvent sans autorisation préalable de l'IGN être transmis à d'autres personnes.

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques, financières ou commerciales qu'il aurait été amené à connaître concernant l'IGN, ainsi que les produits, les moyens et les projets de ce dernier.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires et appropriées, y compris auprès de son propre personnel, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

ARTICLE 9 – MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif dans un délai global maximum de 30 jours.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement principal appliqué par la Banque centrale européenne (BCE) majoré de 8 points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € par l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – FACTURATION

10.1 – Information générales

La facturation se fera :

- Après admission de la prestation pour la mise en service : Annuellement terme à échoir pour la prestation d'abonnement et d'utilisation du service.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la prestation,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

10.2 – Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique aux entreprises de plus de 250 employés depuis le 1^{er} janvier 2018 et est étendue à l'ensemble des entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis le cas échéant, par l'IGN,

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

ARTICLE 11 – PENALITES

En cas d'interruption de service, l'IGN pourra appliquer à l'encontre du titulaire une pénalité de 1/360 du forfait annuel.

ARTICLE 12 – AVANCE

Sauf renonciation de sa part à l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire du marché, dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du code précité. Le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché, divisé par sa durée exprimée en mois.

ARTICLE 13 – ACOMPTES

Le présent marché ne prévoit pas le paiement d'acomptes.

ARTICLE 14 – RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

ARTICLE 15 – RESILIATION

La résiliation du marché pourra être prononcée sans faute de l'attributaire pour motif d'intérêt général.

L'IGN peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de la consultation. L'IGN adressera un courrier recommandé avec AR signifiant la

- résiliation du marché sans indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision,
- dans les cas énumérés à l'article 32 du CCAG- FCS,
 - si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché.

Dans les deux derniers cas, l'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai d'un mois à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire.

ARTICLE 16 – LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché. Tous différends survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché ressortent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 17 – LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est dérogé aux articles 14 du CCAG-FCS concernant les pénalités et 23.2 concernant les opérations de vérification.